

Bulletin d'histoire politique

Transformer les universités ou la société ? Les mouvements étudiants dans les années 1960 au Canada anglais

Roberta Lexier

Les mouvements étudiants des années 1960
Volume 16, numéro 2, hiver 2008

URI : id.erudit.org/iderudit/1056139ar
<https://doi.org/10.7202/1056139ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique et VLB éditeur

ISSN 1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lexier, R. (2008). Transformer les universités ou la société ? Les mouvements étudiants dans les années 1960 au Canada anglais. *Bulletin d'histoire politique*, 16(2), 1-10. <https://doi.org/10.7202/1056139ar>

Publié en collaboration avec l'Association québécoise d'histoire politique, 07/2012/1056139ar

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-d-utilisation/>]

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Transformer les universités ou la société? Les mouvements étudiants dans les années 1960 au Canada anglais *

ROBERTA LEXIER
*Candidate au doctorat
University of Alberta*

Les années 1960 ont correspondu à une période de conflit et de confrontation ; un peu partout à travers le monde, des gens ont commencé à critiquer les valeurs et les pratiques de leur société. Or les bouleversements de cette période affectèrent tout particulièrement les campus universitaires.

Des milliers de jeunes, de toutes conditions, se sont alors engagés dans des mouvements ayant pour but un changement social radical. Au Canada anglais, et en tout particulier aux universités Simon Fraser, de Saskatchewan (campus de Regina, devenu depuis l'Université de Regina) et de Toronto¹, les étudiants trouvaient leur inspiration dans des mouvements internationaux opposés à l'impérialisme, à la guerre et à l'inégalité raciale, ainsi que dans divers courants qui agitaient la société canadienne, dont au premier chef, ceux issus du nationalisme québécois et du nationalisme canadien.

En ces années, les étudiants protestaient contre le caractère paternaliste et autoritaire des institutions académiques et réclamaient une véritable participation à la gouvernance universitaire. Un petit groupe, plus ou moins organisé, de militants politiquement actifs cherchaient, certes, à convaincre de la nécessité d'une transformation sociale radicale, mais la majorité des étudiants

*. Je souhaite remercier mes directeurs de thèse, Doug Ooram et Guy Thompson, pour leurs conseils et suggestions. Je voudrais aussi remercier tous ceux qui ont lu cet article et qui m'ont fait parvenir leurs commentaires, dans un cadre formel ou informel, et tout particulièrement la communauté croissante de chercheurs canadiens qui travaillent sur le thème des années 1960. Cet article n'aurait pas été possible sans leur appui et leurs suggestions. Ce texte a été traduit de l'anglais par Jean-Philippe Warren.

se contentait de changements qui concernaient directement la communauté universitaire. C'est ainsi que le mouvement étudiant est demeuré largement centré sur la transformation de l'université elle-même, plutôt que sur celle de la société plus large.

Une série de facteurs expliquent l'essor des mouvements étudiants au Canada anglais dans les années 1960. Citons d'abord l'exceptionnel boom économique de l'après-guerre, qui se traduit par une croissance économique à peu près continue jusqu'au début des années 1970. La prospérité permit de s'éloigner de plates préoccupations matérielles et de considérer des enjeux plus larges liés au changement social². Citons ensuite l'expansion démographique qui suivit la Deuxième Guerre mondiale³. Selon Doug Owram, François Ricard et Paul C. Light, la génération dite du baby-boom partageait une même vision du monde et elle a marqué de son empreinte toutes les institutions avec lesquelles elle est entrée en contact⁴. L'université fut bien entendu une de celles-là, et peut-être la première de toutes.

Dans les années 1960, les universités connurent une croissance considérable. La mission des institutions d'enseignement supérieur fut modifiée avec leur intégration dans la société technologique. Ces changements majeurs favorisèrent l'éclosion d'un militantisme sur les campus⁵. Mais le mouvement étudiant au Canada anglais s'est aussi développé au rythme des événements qui scandaient l'histoire internationale. Pensons seulement ici aux mouvements de décolonisation en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi qu'aux soulèvements populaires à Paris, Prague, Mexico et Chicago. Les étudiants canadiens-anglais puisèrent beaucoup de leur inspiration, de leurs arguments et de leurs stratégies chez le *Civil Rights Movement* américain et le Students for a Democratic Society (SDS). Les Américains venus s'établir au pays pendant cette période (soit comme « *draft dodgers* », soit comme professeurs ou étudiants) exercèrent à cet égard une influence déterminante⁶.

TRANSFORMER LES UNIVERSITÉS

Au Canada, le premier débat qui facilita la création d'un mouvement étudiant tourna autour du caractère paternaliste et autoritaire des universités.

Avant les années 1960, ainsi que l'ont souligné maints historiens, les universités étaient des institutions très traditionnelles et conservatrices⁷. En particulier, la relation entre l'administration universitaire et les étudiants était basée sur le concept du *in loco parentis*, lequel autorisait l'université à discipliner les étudiants à la place des parents. « *The traditional theory* », affirmait en 1968 le président de l'Université de Toronto, Claude Bissell, « *is that the*

*University corresponds to the family, which theoretically inspires loyalty and devotion, but which is always prepared by a system of restraints and punishments to enforce a particular code*⁸ ». Aussi, des règlements sanctionnaient, par exemple, les relations sexuelles, la consommation d'alcool, le sacre, l'usage du tabac et la vie en résidence.

Dès le milieu des années 1960, cette relation autoritaire fut de plus en plus contestée. Les étudiants se percevaient non plus comme des enfants mais comme des adultes, maîtres de leur propre conduite. Doug Ward, président, en 1963-1964, du Students' Administrative Council (SAC) de l'Université de Toronto, se souvient : « *Students felt that they were old enough to have some responsibility but there was very little responsibility for them to have. . . [S]tudents wanted to be treated as adults*⁹. » Certes, certains continuaient d'agir comme des adolescents ; mais un nombre croissant d'étudiants réclamaient leur reconnaissance en tant que membres adultes de la communauté universitaire et exigeaient la fin de la surveillance morale exercée sur eux par les administrateurs.

Devant de telles demandes, il devenait de plus en plus difficile pour les administrations universitaires de justifier la coercition exercée sur les comportements personnels. Elles abandonnèrent donc le principe du *in loco parentis*¹⁰ et modifièrent les règlements afin de permettre davantage de liberté de mouvement et d'expression. Par exemple, à Simon Fraser, l'université décida en 1966 de ne plus assumer de responsabilités « parentales » et de faire confiance aux étudiants pour ce qui est de leur conduite sociale et morale¹¹. À Simon Fraser, Toronto et Régina, les syndicats étudiants, et non plus les membres du personnel, furent désormais responsables de la surveillance lors des danses et autres activités sociales.

Une fois acceptés comme des adultes par la communauté universitaire, les militants étudiants, forts de l'appui du reste du corps étudiant, commencèrent à réclamer les droits et responsabilités associés à un tel statut. Au début des années 1960, les étudiants ne participaient pas, ou si peu, à la gouverne de leur institution. Ils n'avaient de mot à dire dans le choix des cours offerts, dans l'élaboration du curriculum ou dans l'évaluation des professeurs. Après avoir réclamé leur reconnaissance comme adultes, les étudiants en arrivèrent naturellement à exiger les droits associés à cet âge dans une société démocratique. Inspirés par les demandes internationales en faveur d'une plus grande démocratisation (par exemple, le *Civil Rights Movement* aux États-Unis et le mouvement de décolonisation à travers le monde¹²), les étudiants voulaient participer aux décisions qui affectaient leurs vies. Le syndicat étudiant du campus de Régina affirmait ainsi : « *Students are integral members of the university and as such have a legitimate claim and a positive contribution to make to university government*¹³. »

Les militants étudiants demandaient la démocratisation des structures administratives de l'université. Il ne leur suffisait pas que les organes décisionnels de l'université soient ouverts au public ; ils insistaient ensuite pour être représentés au sein de ces organes. À l'Université de Toronto, la SAC demandait une représentation étudiante directe sur le Conseil des gouverneurs, sur le Sénat, sur les comités consultatifs présidentiels, ainsi que sur tout organe mis en place pour discuter la réforme des structures académiques¹⁴. À Vancouver, les étudiants réclamaient une voix au Sénat universitaire, déclarant que Simon Fraser, « *as Canada's newest university, is the logical place to pioneer a student representative*¹⁵ ». Ces militants exigeaient aussi de pouvoir siéger sur les comités qui abordaient des sujets qui concernaient au premier chef les étudiants (cafétéria, habitation, librairie, etc.). À Régina, les militants demandaient une représentation directe dans les départements et les facultés, de même que dans tout comité qui les concernaient expressément¹⁶.

À Toronto, Vancouver et Régina, les administrateurs se sont montrés relativement ouverts à de telles demandes. De la même manière que le corps étudiant avait affiché un front commun pour réclamer la fin du *in loco parentis*, les étudiants se sont unis pour demander le droit de participer aux décisions qui affectaient la vie sur le campus. Bénéficiant d'un large appui, ce mouvement étudiant a amené les universités à modifier leur façon de fonctionner.

TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ

Prolongeant ces tentatives, généralement populaires, de transformer les universités, des militants ont aussi tenté de démocratiser leur société. Tout en se concevant comme des membres à part entière de la cité universitaire, ils ont développé un sens d'appartenance à la communauté plus large, que ce soit la communauté provinciale, fédérale ou internationale. En 1965, John Roberts, président du SAC de l'Université de Toronto, déclarait : « *That students must be concerned and involved with matters of local, national and international importance can no longer be disputed. This is a responsibility to our society which must be met, a responsibility which cannot be discharged solely by our academic endeavours*¹⁷. »

Pour plusieurs étudiants, il s'agissait d'aborder des questions qui dépassaient les murs de l'enceinte universitaire. Notons immédiatement que ces tentatives d'élargir l'action étudiante n'ont pas, en général, réussi à susciter un appui massif, ce qui eu pour effet de limiter leur impact sur l'histoire des mouvements étudiants.

Le *Civil Rights Movement* fut certainement le mouvement étranger ayant le plus inspiré les militants étudiants canadiens-anglais au début des années 1960. La plupart des historiens s'entendent pour dire que ce mouvement a eu, aux États-Unis comme au Canada, un impact considérable sur le développement d'un militantisme politique. Les chercheurs américains affirment que c'est à travers le *Civil Rights Movement* que les étudiants ont appris les tactiques de la désobéissance civile, de l'action directe et de l'organisation communautaire, et qu'ils ont cultivé un sens particulier de la démocratie¹⁸. Doug Owsram maintient, pour sa part, que ce mouvement a posé, au Canada, une « *indelible mark on the postwar generation* » en formulant des valeurs démocratiques, en légitimant la résistance à l'autorité gouvernementale et en démontrant l'efficacité des protestations de masse¹⁹.

Cependant, faute d'un appui fort, le *Civil Rights Movement* a peu mobilisé les campus universitaires canadiens. À Vancouver, Régina et Toronto, la seule action d'envergure liée au *Civil Rights Movement* consista en un « sit-in » d'une semaine devant le consulat américain de Toronto, en mars 1965. Les quelques centaines d'étudiants de l'Université de Toronto voulaient protester contre l'agression de travailleurs proches du *Civil Rights Movement* par des soldats lors d'une marche de Selma à Montgomery²⁰.

Critiqués pour avoir insisté sur les préjugés raciaux qui sévissaient au sud de la frontière tout en ignorant le triste état des nations autochtones et des autres minorités au Canada²¹, les militants étudiants en sont venus à dénoncer les inégalités raciales au Canada. À Simon Fraser, durant l'été 1968, des membres de la Students for a Democratic University (SDU), nouvellement élus à l'exécutif de l'association étudiante, proposèrent de changer le nom de leur université. Ils prétendaient qu'en conservant le nom « Simon Fraser », les étudiants « *celebrate a history of robbery and chicanery by virtue of which the native Indians of Canada were remorselessly and ruthlessly dispossessed of their rightful heritage*²² ». Ils proposaient donc de rebaptiser leur institution « Université Louis Riel », « *in order to honour the single man who, by his actions to gain justice and freedom for Canadians of Indian ancestry, courageously wrote the single page of the history of the Canadian West of which we can be thoroughly proud, and who, by his cruel murder, revealed clearly the means by which our ancestors (non-Indian) gained control of this land*²³ ».

Tout le monde n'était pas favorable à l'idée de renommer l'université. En dépit de la vente de plus de 500 insignes de l'Université Louis Riel, une majorité vota pour conserver le nom Simon Fraser²⁴. La plupart des gens ne voulaient pas appuyer ce qu'ils percevaient comme une question non-étudiante²⁵.

Au début des années 1960, la Révolution tranquille représentait un autre sujet chaud qui débordait les murs des campus. Aspirant à une transformation sociale, culturelle, économique et politique radicale de la société, ce mouvement était un modèle pour plusieurs militants étudiants canadiens-anglais qui souhaitaient provoquer de vastes changements sociaux. La Révolution tranquille était vue comme l'émancipation d'une minorité opprimée au sein du Canada. Pierre Vallières l'exprimait clairement quand il se référait aux « nègres blancs d'Amérique », exploités et opprimés comme des citoyens de seconde zone. Cette révolte des Québécois confirmait, aux yeux de certains étudiants, que le monde changeait et que « *formerly oppressed populations were beginning to rise up and resist*²⁶ ».

Le Québec était trop distant de Régina et de Vancouver pour interpellier vraiment les étudiants canadiens-anglais. En revanche, à l'Université de Toronto, la Révolution tranquille mobilisa davantage les militants étudiants, ceux-ci percevant la « ville reine » comme une composante essentielle de la question nationale canadienne²⁷. « *The students of the University of Toronto* », affirmait l'éditorial du journal étudiant *The Varsity*, « *are students of the only university in Canada which is in a position to help close the breach between French and English Canada*²⁸ ». Avec un sens exagéré de leur devoir (ils se concevaient comme des joueurs importants sur la scène nationale), les militants de Toronto organisèrent une marche pour le Canada en 1963 et ils continuèrent à discuter des événements québécois pendant toute la décennie²⁹. Pour eux, la Révolution tranquille pouvait être influencée par des démonstrations de solidarité orchestrées en Ontario. Cependant, la Révolution tranquille ne réussit pas à susciter un appui véritable chez la majorité des étudiants torontois, davantage préoccupés par l'aménagement de leur milieu immédiat. La « question du Québec » a seulement mobilisé à l'occasion les mouvements étudiants canadiens-anglais.

D'ailleurs, les plus politisés des militants torontois n'étaient guère intégrés au mouvement nationaliste québécois. En dépit de leurs efforts pour se brancher sur ce qui se passait dans la province voisine, ils ne réussirent pas à se lier véritablement aux étudiants canadiens-français. Les militants québécois avaient adopté plus tôt et plus complètement que leurs confrères et consœurs anglophones le concept français du syndicalisme étudiant. Selon ce concept, chaque étudiant est un « jeune travailleur intellectuel » ainsi qu'un citoyen actif et responsable³⁰. En outre, les étudiants québécois se percevaient d'abord comme des citoyens du Québec, et non pas comme des citoyens du Canada, avec pour résultat qu'ils ignoraient largement les mouvements qui agitaient le Canada anglais. Les étudiants au Canada anglais et au Québec n'arrivaient

pas, par conséquent, à travailler ensemble. Au lieu d'être unis par leur identité étudiante commune, ils se trouvaient divisés par la langue et par leur immersion dans des communautés différentes.

Enfin, la guerre du Vietnam fut un autre sujet de politique « étrangère » qui a eu une influence significative sur l'activisme étudiant dans les universités canadiennes-anglaises. Souvent présentée comme une lutte entre la démocratie et le communisme, cette guerre a frappé les esprits des jeunes partout à travers le globe. Les étudiants d'Angleterre, de France, d'Allemagne, des États-Unis ou du Canada se sont joints à des milliers de citoyens pour protester contre ce qui leur semblait un exemple évident d'impérialisme américain. Aux États-Unis, en particulier, il était impossible d'ignorer une guerre qui s'éternisait, qui s'intensifiait, qui réclamait un nombre toujours accru de soldats et qui causait des morts innombrables.

Au Canada, bien que cette guerre ait eu un caractère moins « personnel », elle n'en représentait pas moins un événement important. En remettant en question les convictions de la période de la guerre froide, elle fut un élément clé du militantisme initial sur les campus universitaires. Selon Martin Loney, qui fut actif à l'Université Simon Fraser à titre de président de la Canadian Union of Students (CUS), le Vietnam fut « *the backdrop against which everything happened*³¹ ». Pour les militants canadiens-anglais, le Vietnam présentait une occasion d'exiger de vastes changements sociaux. Alors que le gouvernement américain ne cessait d'affirmer que le but de l'action militaire était d'apporter la démocratie à la région asiatique, les militants croyaient que le peuple du Vietnam devait avoir le droit de décider par lui-même de son avenir. « *Vietnam for us was black and white, there were no shades of gray. . . [I]t wasn't a belief that democracy was fine and well in Vietnam, it was a belief that the Americans were killing thousands of innocents and that the Vietnamese should solve their own problems*³². » Au Vietnam, disait-on, un mouvement de libération nationale opprimé était en lutte contre un gouvernement américain impérialiste.

Au Canada, les étudiants ne risquaient pas, comme leurs vis-à-vis américains, d'être enrôlés de force dans l'armée. La guerre représentait donc pour eux en enjeu moins personnel, moins direct. Les militants tentaient par conséquent de reformuler cet enjeu pour le rendre plus pertinent aux yeux des étudiants canadiens. Ils protestaient souvent contre la soi-disant complicité du gouvernement et des compagnies canadiennes dans l'effort de guerre. Ainsi que l'ont montré maints chercheurs, dont Charles Taylor, Victor Levant et Douglas Ross, le Canada, nonobstant son statut officiellement neutre, collaborait intimement à la guerre au Vietnam³³. Les militants critiquaient les positions pro-américaines du gouvernement fédéral sur diverses commissions internationales, son appui public aux objectifs de guerre

américains et la collaboration de ses services de renseignement aux organisations militaires et politiques des États-Unis. Ils trouvaient troublant le flux continu d'armes et de munitions fabriquées au Canada vers les bases militaires américaines au Vietnam ; ils dénonçaient le fait que des compagnies canadiennes et que le gouvernement puissent profiter de la mort de millions de citoyens vietnamiens. Aussi, ils incitaient le gouvernement canadien à appeler les États-Unis à retirer leurs troupes et à interdire l'exportation de matériel de guerre devant servir les armées américaines au Vietnam.

Malgré le fait qu'ils opéraient largement de manière indépendante, les milliers de « *draft dodgers* » et déserteurs qui émigrèrent au Canada pendant cette période mirent la guerre du Vietnam à l'ordre du jour des mouvements étudiants canadiens-anglais. L'étudiant torontois Joel Lexchin se rappelle que les étudiants aidaient ces Américains en leur trouvant des endroits pour se loger, en leur dénichant des boulots et en leur donnant des conseils légaux. John Conway se souvient d'un engagement encore plus prononcé :

Those of us who were in the anti-war movement from the beginning were very much involved in a – we used to call it the second underground railway. . . . So we actually had a railway across the country where we were sneaking people across the border and across the country. That activity was important for us politically because it. . . gave real practical effect to our opposition to the war, and the idea of actually helping a young American escape this horrible war was fulfilling. It made you feel you were making a contribution in a practical way to stopping the war³⁴.

Il existe des liens plus concrets entre le mouvement étudiant et les immigrants venus s'établir au Canada au moment de la guerre du Vietnam. À Regina, un comité composé de citoyens, d'étudiants et de professeurs fut mis sur pied pour venir en aide à ceux qui débarquaient en ville pour fuir la guerre. Le Regina Committee to Aid Deserters procurait un logement, un travail et des conseils légaux ; il facilitait la vie à qui souhaitait trouver un nouveau chez-soi au Canada³⁵. Il est difficile de dire si les étudiants étaient engagés de la même façon dans le Vancouver Committee to Aid American War Objectors et le American Deserters Committee in Vancouver³⁶, mais les bureaux du Toronto Anti-Draft Program (TADP) étaient situés sur le campus de l'Université de Toronto et son bulletin, *Amex*, était imprimé dans le même immeuble que le journal étudiant, *The Varsity*³⁷. Le SAC de l'Université de Toronto appuyait la publication d'un manuel pour aider ceux qui avaient l'intention d'émigrer au Canada³⁸.

Il existait d'autres façons, pour les militants étudiants, de participer au mouvement pacifiste. Étudiant au campus de Regina, John Conway croyait,

par exemple, qu'il avait la responsabilité, en tant qu'éditeur du journal étudiant *The Carillon*, de critiquer ce qu'il appelait le « *genocide being committed in Vietnam in the name of democracy*³⁹ ». Il incluait donc fréquemment, dans son journal, des articles sur la guerre. À l'Université Simon Fraser, un référendum fut tenu le 2 août 1967 afin de sonder l'opinion étudiante et orienter la position de la Student Society face à la guerre du Vietnam. Plus de 69 % de ceux qui votèrent appelèrent le gouvernement canadien à exiger l'arrêt des bombardements au nord du Vietnam et à négocier pour un retrait des troupes américaines. Seulement 37 % étaient d'avis que le Canada devait continuer de vendre des équipements militaires aux États-Unis, et à peine 28 % étaient d'avis que le gouvernement canadien devait appuyer les politiques américaines au Vietnam⁴⁰. Autre exemple, un « sit-in » fut tenu à Toronto en novembre 1967 pour protester contre l'usage des installations universitaires par des compagnies fabriquant et vendant des armes qui servaient au Vietnam⁴¹.

Bien que le mouvement pacifiste continuait d'être populaire, il n'a pas réussi à convaincre le gros de la population étudiante. John Conway fut renvoyé de son poste d'éditeur de *The Carillon* à cause de sa couverture continue de la guerre au Vietnam⁴². Si la guerre du Vietnam a changé la manière dont les étudiants voyaient le monde, elle n'a pas eu un impact significatif ou direct sur ce qui se passait sur les campus. En règle générale, la population étudiante est restée préoccupée par des questions liées à l'aménagement de son milieu immédiat et il est demeuré difficile, pour les militants, de susciter un véritable appui pour des enjeux extra-académiques, tels le mouvement antiguerre.

Enfin, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, la montée du mouvement nationaliste canadien mobilisa plusieurs militants étudiants. Selon Owrarn, il y eut une fusion particulièrement forte entre le nationalisme et une jeunesse canadienne qui croyait dans la nécessité d'un Canada indépendant face aux politiques américaines. Plusieurs militants percevaient l'influence américaine comme une forme larvée d'impérialisme⁴³, et, se basant sur une rhétorique anti-impérialiste répandue, soutenait que le Canada devait suivre les traces des autres pays à travers le monde et briser les chaînes du colonialisme. Le Canada, croyaient-ils, pouvait seulement devenir une véritable nation démocratique à la condition de procéder à sa libération nationale, c'est-à-dire de réaliser sa pleine souveraineté politique et économique.

La vague du nationalisme canadien s'enfla quand des membres de la communauté universitaire prirent conscience de l'influence des États-Unis sur le système d'éducation canadien. Comme l'affirmait John Conway, dans un article paru dans *The Peak*, le journal étudiant de l'Université Simon Fraser :

« *As is so much else in Canadian political, economic, social and cultural life, education, especially university education, is increasingly dominated by the American Empire*⁴⁴. » Cette domination s'exprimait de manière particulièrement évidente dans la proportion décroissante de professeurs canadiens enseignant dans les universités canadiennes et dans le flux inversement croissant de professeurs venus des États-Unis. Cette situation « coloniale » avait été étudiée en profondeur par deux professeurs de l'Université Carleton, Robin Matthews et James Steele⁴⁵. Comme solution possible à cette prise de contrôle américain sur le système d'éducation canadien, certains proposaient l'établissement d'un quota pour limiter le nombre de non-canadiens enseignant dans les départements universitaires et insistaient sur le fait que « *the content of studies take proper account of Canada's land, its peoples, their history, their culture, their means of livelihood and their relations with other peoples of the world*⁴⁶ ». Plusieurs étudiants, inquiets des perspectives du marché de l'emploi dans les universités canadiennes, appuyaient ces demandes.

Les militants étudiants cherchaient aussi, à partir de la fin des années 1960, à développer un mouvement étudiant enraciné dans le contexte national. Bien que ces étudiants reconnaissaient avoir emprunté beaucoup de leur style et de leur idéologie aux mouvements étudiants états-uniens et bien que des enjeux proprement américains dominaient souvent leur agenda politique, ils cherchaient à développer des tactiques plus appropriées au contexte spécifique dans lequel se déployait leur action. Aux yeux de James Laxer, par exemple, les étudiants devaient s'intéresser à la lutte contre l'américanisation des institutions canadiennes et combattre l'influence de l'impérialisme américain sur les politiques fédérales⁴⁷. Ultimement, des tentatives furent faites pour « indigéniser » les mouvements étudiants – par exemple, comme on l'a vu, en traduisant le racisme américain envers les Noirs dans les termes d'un racisme envers la nation francophone au Québec.

Un désaccord s'est toutefois déclaré chez les militants étudiants les plus endurcis quant à la nature et la portée du nationalisme canadien. La méfiance de certains militants étudiants face à une tendance nationaliste trop exclusive épousait la forme d'un débat qui faisait rage dans les organisations de gauche en général. Alors que certains militants croyaient que le nationalisme permettait de dépasser l'impérialisme américain, d'autres affirmaient qu'il était nécessaire de regarder au-delà des frontières nationales et de créer un mouvement révolutionnaire international. On s'entendait pour dire que le Canada était une colonie soumise aux États-Unis ; mais, une fois cet accord réalisé, on ne s'entendait pas sur l'importance de l'indépendance canadienne dans le contexte mondial ni sur la place à accorder au sentiment nationaliste en général.

Conséquence de ces divergences, les militants étudiants se trouvaient souvent incapables de suivre des stratégies communes et se séparaient en factions de plus en plus minuscules. D'un côté, ceux qui adoptèrent une perspective nationaliste rejoignirent le Waffle, la mouvance la plus à gauche du Nouveau Parti démocratique (NPD⁴⁸). De l'autre côté, les internationalistes rejoignirent souvent l'une ou l'autre des organisations trotskistes, maoïstes ou marxistes-léninistes, et rejetèrent l'association avec ce qui restait du mouvement étudiant sur les campus.

CONCLUSION

Il aurait été impossible de couvrir dans cet article toutes les questions soulevées par les mouvements étudiants canadiens-anglais dans les années 1960. Néanmoins, nous croyons avoir cité les plus importantes.

Dans cette décennie, les étudiants ont mis en question la nature paternaliste et autoritaire des universités et exigé leur reconnaissance comme membres adultes, insistant sur les droits associés à un tel statut. Ils demandèrent ainsi le droit de participer aux structures administratives universitaires. Cherchant à provoquer un changement plus large (quoique en continuité avec les transformations réclamées au niveau de la communauté universitaire), les étudiants ont aussi milité pour des bouleversements à l'échelle provinciale, nationale et internationale. Ils ont appuyé le *Civil Rights Movement* aux États-Unis, la Révolution tranquille au Québec, les manifestations contre la guerre du Vietnam et celles en faveur du nationalisme canadien. Mais, en dépit de ces tentatives, les militants ont généralement failli dans leur tentative de mobiliser le gros de la population étudiante. Sans appui de masse, le mouvement étudiant est resté branché sur la transformation de l'université, plutôt que sur celle de la société plus large.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. J'ai décidé d'étudier les universités canadiennes-anglaises pour deux raisons. D'une part, le mouvement étudiant au Québec a suivi une trajectoire très différente de celle du reste du Canada. D'autre part, il est intéressant de comprendre comment les étudiants canadiens-anglais ont perçu de l'extérieur ce qui se passait dans la « Belle province ». Les trois universités ont été choisies pour un certain nombre de raisons : toutes les trois ont été le théâtre de mouvement étudiants dynamiques dans les années 1960 ; chacune a été créée dans un contexte précis ; chacune accueille une population étudiante distincte et entretient des liens différents avec son milieu ; enfin, elles sont situées dans des régions différentes d'un bout à l'autre de l'Ouest du

Canada. À noter que cet article est basé sur de nombreuses entrevues ; pour alléger le texte, le *Bulletin d'histoire politique* nous a demandé de réduire le nombre de références indiquées en notes de bas de page.

2. Kenneth Norrie, Douglas Owram et J. C. Herbert Emery (dir.), *A History of the Canadian Economy*, Scarborough, Nelson Thomson Learning, 2002.
3. Doug Owram, *Born at the Right Time : A History of the Baby Boom Generation*, Toronto, University of Toronto Press, 1996, p. ix et p. 4.
4. Voir Doug Owram, *op. cit.* ; François Ricard, *The Lyric Generation : The Life and Times of the Baby Boomers*, Toronto, Stoddart Publishing Co., 1994 ; Paul C. Light, *Baby Boomers*, New York, W. W. Norton & Company, 1988.
5. Voir Philip A. Massolin, « Modernization and Reaction : Postwar Evolutions and the Critique of Higher Learning in English-Speaking Canada, 1945-1970 », *Journal of Canadian Studies*, vol. 36, n° 2, été 2001, p. 130-163.
6. Voir Doug Owram, *op. cit.* ; Sara Evans, *Personal Politics : The Roots of Women's Liberation in the Civil Rights Movement and the New Left*, New York, Alfred A. Knopf, 1979 ; Van Gosse, *Rethinking the New Left : An Interpretative History*, New York, Palgrave Macmillan, 2005 ; Jeremi Suri (dir.), *The Global Revolutions of 1968 : A Norton Casebook in History*, New York, W. W. Norton, 2007 ; Mark Kurlansky, *1968 : The Year That Rocked the World*, New York, Ballantine Books, 2004 ; Marvin Gettleman, Jane Franklin, Marilyn Young et H. Bruce Franklin (dir.), *Vietnam and America*, New York, Grove Press, 1995 ; Jeremy Varon, *Bringing the War Home : The Weather Underground, the Red Army Faction, and Revolutionary Violence in the Sixties and Seventies*, Berkeley, University of California Press, 2004 ; W.J. Rorabaugh, *Berkeley at War : The 1960s*, New York, Oxford University Press, 1989.
7. Catherine Gidney, *A Long Eclipse : The Liberal Protestant Establishment and the Canadian University, 1920-1970*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2004 ; David Allyn, *Make Love, Not War : The Sexual Revolution : An Unfettered History*, New York, Routledge, 2001 ; Beth Bailey, « From Panty Raids to Revolution : Youth and Authority, 1950-1970 », dans Joe Austin et Michael Nevin Willard (dir.), *Generations of Youth : Youth Cultures and History in Twentieth-Century America*, New York, New York University Press, 1998, p. 187-204 ; Renée N. Lansley, *College Women or College Girls ? Gender, Sexuality, and In Loco Parentis on Campus*, thèse de doctorat, Ohio State University, 2004.
8. University of Toronto Archives (UTA), B1989-0031, Fonds Claude Bissell, Boîte 006, Fichier 2. « Bissell Thesis and Replies », [1968], p. 3.
9. Doug Ward, entrevue avec l'auteur, 31 janvier 2006.
10. Bien que le principe du *in loco parentis* ait été aboli dans une large mesure dès 1966 ou 1967, ce ne fut pas avant 1970 que l'âge de vote a été abaissé de 21 à 18 ans.
11. Simon Fraser University Archives (SFUA), *Simon Fraser University Calendar*, 1966-67, p. 159.

12. Pour une discussion des impacts de ces divers mouvements sur les étudiants canadiens, voir Doug Owrarn.
13. University of Regina Archives (URA), 78-3 USRC Office of the Principal, Boîte 28, Fichier 2000.1-2, « Student's Representative Council (S.R.C.) 1967-69 ».
14. UTA, A1972-0023 Students' Administrative Council, Boîte 029, Fichier 02. University of Toronto Students' Administrative Council, « Student Participation in the Government of the University of Toronto », 22 septembre 1966, p. 7-8.
15. Anonyme, « Senate voice Mynott », *The Peak*, 2 mars 1966, p. 4.
16. Student's Representative Council (S.R.C.) 1967-69, Brief, n. d.
17. UTA, P78-0692. Students' Administrative Council, *Velut Arbor Aevo etc. . . 1964-65*, p. 6.
18. Maurice Isserman et Michael Kazin, *America Divided : The Civil War of the 1960s*, New York, Oxford University Press, 2000 ; Jennifer Frost, "An Interracial Movement of the Poor". *Community Organizing and the New Left in the 1960s*, New York, New York University Press, 2001.
19. Doug Owrarn, *op. cit.*, p. 167.
20. Voir Anonyme, « Will demonstrate today », *The Varsity*, 10 mars 1965, p. 1 ; Harvey Shepherd, « Men Must Speak », *The Varsity*, 11 mars 1965, p. 2 ; John Swaigen, « Sit-in ends : make new plans », *The Varsity*, 19 mars 1965, p. 1.
21. Voir Anonyme, « Holier than America ? » *Toronto Star*, 12 mars 1965, p. 6 ; Lettres à l'éditeur, *Toronto Star*, 18 mars 1965, p. 6 ; Anonyme, « Our students have spirit », *The Globe and Mail*, 15 mars 1965, p. 6.
22. SFUA, F-74 Simon Fraser Student Society Fonds, Fichier F-74-2-0-13 « Minutes May-Aug. 1968 ». « Minutes of SFSS Executive Council », 24 juin 1968.
23. « Minutes of SFSS Executive Council », 24 juin 1968.
24. SFUA, F-74 Simon Fraser Student Society Fonds, Fichier F-74-3-2-20 « Martin Loney – Correspondence, May-Aug. 1968 », lettre à A. R. Babcock de Martin Loney, 16 juillet 1968.
25. Lettre à A. R. Babcock de Martin Loney, 16 juillet 1968. Voir aussi Jim Harding, entrevue avec l'auteur, 20 janvier 2006 ; Gordon Hardy, « Council faces impeachment : Board confrontation, Louis Riel major issues », *The Peak*, 17 juillet 1968, p. 1.
26. John Conway, entrevue avec l'auteur, 24 janvier 2006.
27. Anonyme, « Quebec Libre – not just a cultural question », *The Varsity*, 5 novembre 1969, p. 4.
28. Anonyme, « Today's opportunity », *The Varsity*, 22 novembre 1963, p. 4.
29. Voir par exemple, Anonyme, « Toronto radicals mars happily for Quebec », *The Varsity*, 10 novembre 1969, p. 11.
30. Serge Joyal, « Student Syndicalism in Quebec », *Canadian Dimension*, vol. 2, n° 3, mars-avril 1965, p. 20-21 ; Robert Frederick Clift, *The Fullest Development of*

Human Potential : The Canadian Union of Students, 1963-1969, mémoire de maîtrise, Université Simon Fraser, 2002, p. 23.

31. Martin Loney, entrevue avec l'auteur, 31 janvier 2006.

32. *Ibid.*

33. Voir Charles Taylor, *Snow Job : Canada, the United States and Vietnam (1954 to 1973)*, Toronto, Anansi, 1974 ; Victor Levant, *Quiet Complicity : Canadian Involvement in the Vietnam War*, Toronto, Between the Lines, 1986 ; Douglas A. Ross, *In the Interests of Peace : Canada and Vietnam, 1954-1973*, Toronto, University of Toronto Press, 1984.

34. John Conway, entrevue avec l'auteur, 24 janvier 2006.

35. Anonyme, « Regina Committee to Aid Deserters », *The Carillon*, 13 novembre 1969, p. 4.

36. Voir Hans Fenger, « Students against draft-dodger aid », *The Peak*, 26 octobre 1966, p. 1 ; Anonyme, « Draft committee holds meetings », *The Peak*, 25 janvier 1967, p. 7.

37. John Hagan, *Northern Passage : American Vietnam War Resisters in Canada*, Cambridge, Harvard University Press, 2001, p. 71-72. Ces tentatives d'appuyer financièrement la TADP ont provoqué des divisions profondes au sein du corps étudiant. Voir Anonyme, « Engineers oppose draft dodger aid », *The Varsity*, 11 octobre 1967, p. 1 ; Anonyme, « Why SAC should support draft-dodgers », *The Varsity*, 11 octobre 1967, p. 5 ; Anonyme, « Draft dodgers and the war at sac tonight », *The Varsity*, 11 octobre 1967, p. 4 ; David Frank, « SAC dodges draft-dodger dilemma in dramatic debate », *The Varsity*, 13 octobre 1967, p. 1.

38. Tom Faulkner, entrevue avec l'auteur, 7 février 2006.

39. Anonyme, « Conway continued... », *The Carillon*, 22 octobre 1965, p. 3.

40. SFUA, F-74, Fonds Simon Fraser Student Society, Fichier F-74-3-3-2 « 1st Vice President – Correspondence, 1967 », lettre au Très Honorable Lester Pearson, premier ministre, de la part de Dave Yorke, premier vice-président SFSS, 8 août 1967.

41. Voir Paul MacRae, « Dow job interviews provoke protest », *The Varsity*, 20 novembre 1967, p. 1, et « Dow offers you more than just saran wrap », *The Varsity*, 20 novembre 1967, p. 4.

42. Anonyme, « Kelly », *The Carillon*, 22 octobre 1965, p. 1.

43. Steve Langdon, « “American imperialism” is not irrelevant jargon », *The Varsity*, 2 décembre 1968, p. 4.

44. John Conway, « Educational imperialism », *The Peak*, 12 mars 1969, p. 7.

45. Robin Matthews et James Steele, *The Struggle for Canadian Universities*, Toronto, New Press, 1969.

46. MUA, Canadian student social and politicians, politiquement actifs cherchaient, certes, à convaincre de la nécessité d'une transformation sociale radicale, mais la majorité des étudiants se contentait de changements qui les concernaient directement.

Voir Jeffrey Cormier, *The Canadianization Movement : Emergence, Survival and Success*, Toronto, University of Toronto Press, 2004.

47. Laxer, *op. cit.*, p. 30.

48. Cette organisation cherchait à redéfinir le NPD en revenant aux sources socialistes du parti. Voir Desmond Morton, *The New Democrats, 1961-1986 : The Politics of Change*, Toronto, Copp Clark, Pitman, 1986, p. 93.